

CONSOMMATION et MÔDES DE VIE

ISSN 0295-9976

N°45 - 31 janvier 1990

Les Français et l'environnement L'eau, l'air et les bruits ...

Catherine Duflos

La sensibilité à l'égard des problèmes d'environnement n'est pas nouvelle. Après avoir reflété plutôt l'engouement d'une mode, l'environnement a connu un intérêt croissant dans les années 1980, qui a semblé ensuite s'estomper un peu dans une conjoncture économique et sociale déprimée. Aujourd'hui, la défense de l'environnement est un enjeu pour l'humanité et correspond à une volonté politique affirmée. Malgré ce regain de faveur, elle n'est pas pour autant une préoccupation prioritaire pour les Français. Les résultats de la dernière enquête du Crédoc, réalisée à la demande du Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement, montrent en effet que, conscients de l'existence de dysfonctionnements de l'environnement, les Français sont cependant davantage mobilisés par des problèmes de société plus directement liés à leur vie personnelle et dont les médias ont largement fait écho ces derniers temps. Maladie, chômage, drogue, violence et insécurité sont les quatre grands sujets de préoccupations actuelles. Ils devancent des menaces plus «collectives» telles que la dégradation de l'environnement, les tensions internationales ou les problèmes de pauvreté.

La dégradation de l'environnement: un sujet peu mobilisateur

Malgré la reconnaissance de certains problèmes d'environnement, les Français se montrent à l'heure

actuelle davantage préoccupés par d'autres sujets. Dans la hiérarchie des préoccupations observée en 1989, ce thème n'occupe pas une place prépondérante (8ème position sur 12), se situant très loin derrière d'autres types de menaces plus «individuelles» (tableau 1).

Les préoccupations des Français L'environnement à la 8ème place

En %

Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent le plus?	
1. Les maladies graves	57
2. La violence et l'insécurité	45
3. Le chômage	40
4. La drogue	38
5. Les accidents dans les transports (yc. voiture)	21
6. La pauvreté dans le monde	20
7. La pauvreté en France	19
8. La dégradation de l'environnement	18
9. Les risques industriels et nucléaires	16
10. Les tensions internationales	11
11. Les conflits sociaux	8
12. L'ouverture des frontières au marché de la CEE	7

Source Crédoc, 1989

tableau 1

Les pourcentages ne totalisent pas 100%, car les enquêtés pouvaient donner trois réponses

Ce sont les *maladies graves* qui causent le plus de souci, citées par 57% des personnes interrogées. *La violence et l'insécurité, le chômage ainsi que la drogue* constituent les trois autres «fléaux» que les Français redoutent : ils sont cités respectivement par 45%, 40% et 38% d'en-

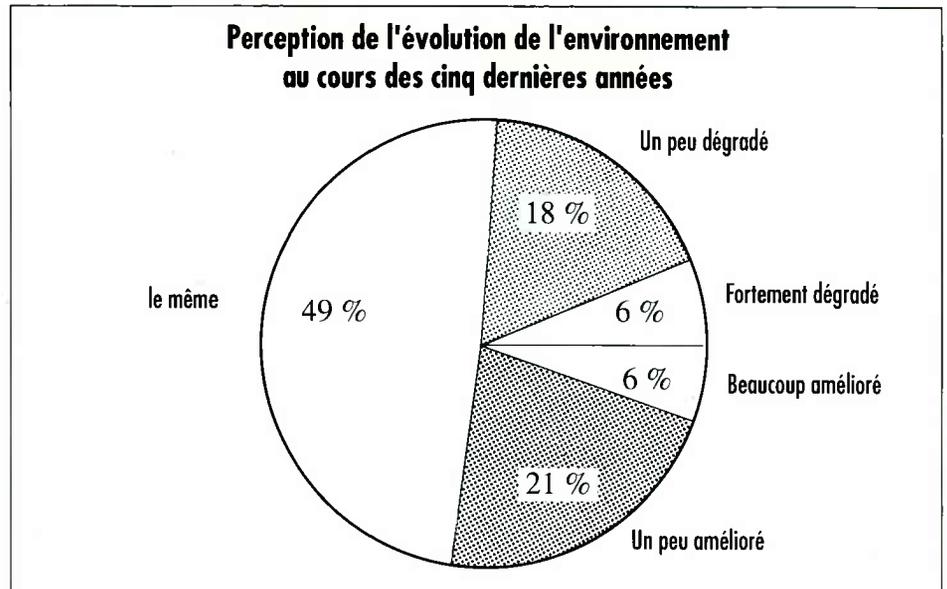
tre eux. Ces quatre grands pôles d'inquiétude correspondent à des phénomènes de société qui, ces derniers temps, ont eu un large écho médiatique et dont l'ampleur, notamment en ce qui concerne le chômage ou la drogue, entraîne des répercussions sur la vie économi-

que et sociale du pays.

Parmi les autres sujets de préoccupation, cependant beaucoup moins mobilisateurs, *les accidents dans les transports* sont cités par 21% des Français. *La dégradation de l'environnement* (18%) et *les risques industriels et nucléaires* (16%) se situent à peu près au même niveau que les problèmes de pauvreté: *pauvreté dans le monde* (20%), *pauvreté en France* (18%).

La dégradation de l'environnement mobiliserait davantage les personnes de niveau culturel élevé et les Parisiens. La crainte de maladies graves est fortement liée au cycle de vie : elle s'accroît régulièrement avec l'âge : de 26% chez les jeunes de moins de 30 ans à 51% chez les personnes âgées d'au moins 65 ans; les hommes de moins de 30 ans semblent les redouter un peu plus que leurs homologues féminines, alors que, lorsque la vieillesse s'installe, ce sont les femmes qui apparaissent davantage soucieuses à cet égard (53% de la population féminine de 65 ans et plus, contre 47% des hommes). Les motifs et la nature des maladies sont dans les deux cas différents : le spectre du «SIDA» n'est certes pas absent dans l'esprit des jeunes, les maladies de «dégénérescence» étant l'affaire des plus âgés.

Le chômage est, sans surprise, une menace plus fortement ressentie par les jeunes de moins de 30 ans (25% de cette population, contre 16% en moyenne), quel que soit le sexe.



Source Crédoc, 1989

graphique 1

C'est une préoccupation également plus souvent partagée par les hommes, entre 50 et 64 ans (20%). Les jeunes, population à risque élevé de chômage, expriment une inquiétude justifiée; les plus âgés, proches de la retraite ou entamant la dernière partie de leur vie professionnelle, éprouvent un souci tout aussi légitime : le chômage, après 50 ans, pose de graves problèmes, tant psychologiques que de réinsertion professionnelle. Les ouvriers et, bien sûr, les chômeurs actuels y sont tout particulièrement sensibles.

Les résultats observés à propos de cette «échelle de menaces» révèlent bien que les Français expriment d'abord des préoccupations plus individuelles que collectives. La maladie, le chômage, la drogue, l'insécurité sont autant de problèmes auxquels ils sont susceptibles

d'être confrontés, soit personnellement soit pour un proche, dans le cheminement de la vie, et dont ils mesurent plus facilement et plus concrètement l'incidence à court terme. Nos concitoyens intègrent moins des menaces plus collectives et à plus long terme comme les tensions internationales, la dégradation de l'environnement... dont ils n'évaluent pas immédiatement les risques sur le futur, et dont la répercussion n'a pas d'effets aussi tangibles sur leur vie de tous les jours que certains dérèglements révélateurs du malaise actuel du tissu social. Mais c'est aussi une prédominance d'une position «individualiste», axée sur le présent, au détriment d'une réflexion sur le bien-être collectif, orientée vers une construction de l'avenir.

Une forte sensibilité aux pollutions de l'air et de l'eau

Si les Français ne placent pas l'environnement au cœur de leurs préoccupations du moment, ils ne s'en désintéressent pas pour autant. Interrogés plus précisément sur les actions à mener pour lutter contre la dégradation de l'environnement, ils attribuent la priorité à *la lutte contre les pollutions de l'air et de l'eau* (tableau 2). C'est en effet l'avis le plus souvent partagé (52,5%). Vient ensuite *la protection du patrimoine*

écologique (faune et flore en danger), mentionnée par 38% de la population; la sauvegarde de la nature n'est pas encore totalement oubliée.

L'air, l'eau, éléments fondamentaux de la vie, et le patrimoine écologique sont des composantes de l'environnement qui sensibilisent toutes les couches de la population.

Les conséquences néfastes du pro-

grès, rançon d'une ère de technologie avancée, semblent nécessiter une intervention de moindre urgence: *la gestion des déchets dangereux* (produits toxiques, radio-actifs), est citée par 30% des Français, *la prévention des risques industriels ou nucléaires* est jugée prioritaire par 28% de la population.

Les efforts à faire en matière de *gaspillage des ressources naturel-*

L'air et l'eau prioritaires

En %

Quelles sont les actions qui vous paraissent prioritaires à mener pour lutter contre la dégradation de l'environnement ?

- La lutte contre les pollutions de l'air et de l'eau	53
- La protection du patrimoine écologique: faune et flore en danger	38
- La gestion des déchets dangereux (produits toxiques, radio-actifs)	30
- La prévention des risques industriels ou nucléaires	28
- La lutte contre le gaspillage des ressources naturelles	20
- L'amélioration du cadre de vie quotidien	12
- La lutte contre le bruit	10
- La mise au point et le développement de «technologies propres»	8

Source Crédoc, 1989

tableau 2

Les pourcentages ne totalisent pas 100%, car les enquêtés pouvaient donner deux réponses

les sont nettement moins souvent proposés (20%). Il s'agit là encore d'un aspect d'anticipation sur le futur, d'évaluation des risques sur le devenir de la planète, qui correspond peut-être davantage à une préoccupation «d'initiés».

Les autres domaines d'actions, tels que la lutte contre le bruit, l'amélioration du cadre de vie quotidien ou encore la mise au point de «technologies propres», ne constituent une priorité que pour une part infime de personnes. Dans les deux premiers cas, il s'agit le plus souvent de personnes déjà concernées par ce type de désagréments : fortes nuisances sonores ressenties, citadins insatisfaits de leur cadre de vie.

Enfin, les Français ne semblent pas avoir fondamentalement modifié leur attitude vis-à-vis de l'environnement, au cours de ces dernières années. En 1984, ils accordaient déjà la plus grande importance à la qualité de l'eau et de l'air, puis à la conservation de la faune et de la flore. Les risques industriels sensibilisaient peu l'opinion, comme actuellement, et le transport des matières dangereuses (produits toxiques, radio-actifs) n'était que rarement mentionné. La qualité du paysage ou celle des villes étaient également les aspects les moins mobilisateurs.

Les Français restent satisfaits de leur cadre de vie quotidien ...

Autre enseignement de l'enquête du Crédoc : les Français se montrent toujours très majoritairement satisfaits de leur cadre de vie quotidien, et ce, depuis 1978, sans modification profonde de tendance.

En 1989, 83% d'entre eux se déclarent satisfaits, dont 27% «très satisfaits». 17% expriment un mécontentement à cet égard, parmi lesquels 5% seulement affichent la position négative la plus extrême («pas du tout satisfait»).

La satisfaction est logiquement maximale en milieu rural ou de faible urbanisation, en habitat pavillonnaire et lorsque l'environnement immédiat est bon : satisfaction de son logement proprement dit, pas de nuisances ressenties, environnement en nette amélioration. Des conditions d'habitat moins privilégiées (logement en HLM, milieu urbain ou péri-urbain, présence de nuisances, dégradation de l'environnement proche) engendrent au contraire une plus grande insatisfaction.

Les Français ne voient pas non plus de bouleversement profond du paysage limitrophe de leur habitation : pour près de la moitié d'entre eux (49%), cet environnement ne s'est pas modifié au cours des cinq dernières années (graphique 1).

La dégradation est plus fortement ressentie en milieu urbain, dans les villes et les banlieues, et tout parti-

Le mauvais goût de l'eau

72% des Français déclarent «boire chez eux, habituellement, l'eau du robinet» ;

28% ne la consomment pas.

Ce n'est pas par phobie de la maladie ou crainte de la toxicité que certains Français ne boivent pas l'eau du robinet. C'est tout simplement parce qu'elle n'est «pas bonne au goût». En effet, parmi les raisons évoquées, *le mauvais goût (javel, calcaire...)* vient largement en tête, cité par 51% des personnes concernées. Le second motif réside, pour une part beaucoup moins importante, dans le choix d'une eau minérale pour ses propriétés bienfaisantes. Les autres aspects sont tout-à-fait minoritaires, voire insignifiants : peur des maladies, crainte de produits toxiques tels que le plomb ou autres pollutions industrielles, couleur ou manque de limpidité.

En % de la population non-consommatrice

Raison principale de non-consommation :

Mauvais goût : javel, calcaire, autre...	51
Choix d'une eau minérale pour ses propriétés bienfaisantes	28
Peur des maladies	7
Crainte des produits toxiques : plomb ou autres pollutions industrielles	6
Couleur ou manque de limpidité	5
Autres raisons	1

Source Crédoc, 1989

culièrement dans l'agglomération parisienne (38% contre 24% en moyenne), ainsi qu'en habitat collectif social (34% des occupants d'HLM). Elle s'associe généralement à une perception globalement mauvaise des conditions d'habitat : logement et cadre de vie insatisfaisants, nuisances provoquant une

une forte gêne. La perception d'une amélioration sensible apparaît plus fréquente dans l'ouest du pays (32% contre 21% sur l'ensemble du territoire). **mais le bruit reste une nuisance importante.**

En 1989, 43% des Français se déclaraient gênés à leur domicile par

bruits imputés aux voisins, mentionnés par 34% des Français.

D'autres sources sonores existent, mais elles atteignent une part beaucoup moins importante de la population : pour les uns (autour de 10%), les enfants, les animaux, les bruits intérieurs à l'immeuble (ascenseur, tuyauterie...) sont tenus responsables de la gêne ressentie; pour d'autres (7%), c'est le trafic aérien ou le trafic ferroviaire qui sont à l'origine du désagrément. Enfin, ce sont les bruits occasionnés par les activités

des bruits, dont 29% «un peu» et 14% «beaucoup». L'évolution au cours des dix dernières années indique plutôt un accroissement de la gêne «modérée», alors que le sentiment de forte gêne s'est stabilisé autour de 13% depuis 1981. la sensibilité au bruit se renforce légèrement.

de loisirs, les usines ou les industries, ainsi que par les appareils ménagers qui dérangent le moins (respectivement 5%, 3% et 2%).

Depuis cinq ans, seul le trafic automobile perturbe un peu plus les Français (48% contre 43%).

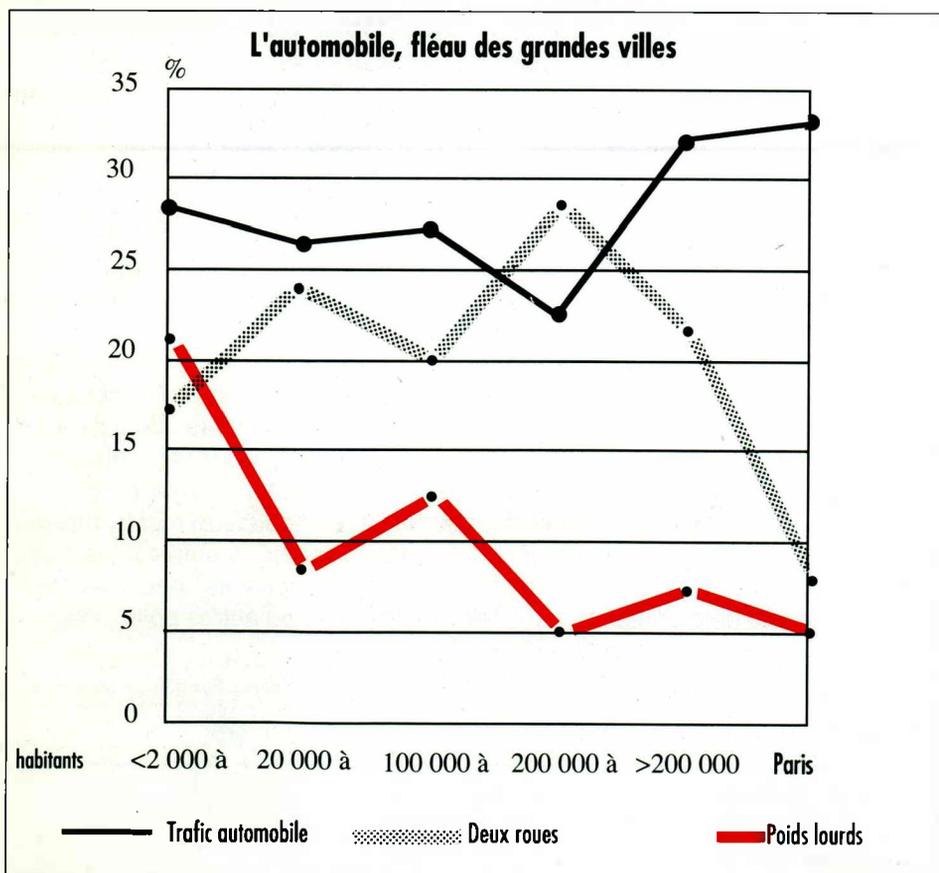
La perception de désagréments liés à la circulation dépend de la localisation de l'habitat (graphique 2) : le trafic automobile dérange plutôt les citadins vivant dans les grosses agglomérations et les Parisiens; les bruits provoqués par les deux roues et les poids lourds apparaissent plus spécifiques de l'habitat rural, pavillonnaire, dans les villages ou en habitat dispersé, dans les communes de faible urbanisation. Les nuisances sonores de voisinage sont liées à la nature de la construction : les bruits de voisins sont caractéristiques de l'habitat collectif social.

Pour en savoir plus :
Ces résultats sont tirés de l'enquête annuelle du Crédoc sur les "Conditions de vie et aspirations des Français", réalisée en 1989 auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la population française de 18 ans et plus. Le thème environnement est étudié à la demande du Secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement.

Les bruits : La circulation

demeure le principal fléau

En 1989, plus de la moitié de la population gênée par les bruits se déclare affectée par ceux de la circulation en général (tous véhicules confondus); mais les nuisances provoquées par le seul *trafic automobile* (cité par près d'1 personne sur 2) l'emportent largement sur celles des deux roues (32%) ou des poids lourds (22%). Viennent ensuite les



Source Crédoc, 1989

graphique 2